

L'événement – RDC

Les discrets prestataires privés au service de l'armée congolaise dans l'Est

Olivier Liffra, Joan Tilouine

Africa Intelligence, 6 janvier 2023

Africa Intelligence lève le voile sur les sociétés militaires privées qui opèrent actuellement à Goma, dans l'est de la RDC. Une nébuleuse composée de dizaines d'ex-soldats de l'URSS, d'un homme d'affaires français ou encore d'un vétéran roumain de la Légion étrangère.



PHOTO : Des soldats congolais sur le tarmac de l'aéroport de Goma, novembre 2022.
© Alexis Huguet/AFP

Depuis plusieurs semaines, les spéculations vont bon train sur une présence présumée des paramilitaires russes de Wagner dans l'est de la RDC. Sur les réseaux sociaux, des images de combattants blancs sont diffusées, notamment par des relais d'influence opérant depuis le Rwanda voisin. Le M23 alimente ces rumeurs en dénonçant la participation de prétendus militaires privés russes aux côtés des Forces armées de RDC (FARDC) soupçonnées d'opérer en collaboration avec des milices Maï-Maï et des éléments des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR).

Diplomates occidentaux, services de renseignement de la sous-région et agents des Nations unies se perdent en conjectures sur l'identité des prestataires militaires privés à l'œuvre à Goma. En réalité, au moins deux sociétés opèrent dans le chef-lieu de la province du Nord-Kivu. L'une assure la maintenance des aéronefs de l'armée congolaise, tandis que l'autre fournit des "instructeurs militaires" aux troupes des FARDC.

Des anciens de l'Armée rouge

La première se nomme Agemira. Elle est enregistrée à Sofia en Bulgarie, mais opère à travers son entité locale, Agemira RDC. A sa tête se trouve le Français Olivier Bazin, alias "colonel Mario", un homme d'affaires actif depuis une trentaine d'années dans les milieux franco-africains, notamment comme courtier en équipements militaires. Il s'est illustré au Tchad (AI du 03/02/20), en Angola, au Congo-Brazzaville et en Côte d'Ivoire (AI du 08/01/20), pour le compte, entre autres, du groupe pétrolier Gunvor. C'est la première fois qu'il intervient en RDC.

Sous l'impulsion du lieutenant-général Franck Ntumba, à la tête de la "Maison militaire" de la présidence, Olivier Bazin a signé en mai 2022 un contrat de remise en état et de maintenance des aéronefs de la Force aérienne congolaise (FAC). Paraphé par le ministre de la défense, Gilbert Kabanda Rukemba, le document avait été négocié au préalable par le lieutenant-général Maurice Diasuka Dia, alors chef d'état-major de la FAC jusqu'en octobre 2022. Son suivi est désormais géré au quotidien par son successeur, le général-major Franck Ngama Lebe, qui fait figure d'interlocuteur privilégié de l'entreprise.

Disposant pour sa société d'une accréditation du ministère de la défense, l'homme d'affaires a déployé à Goma une quarantaine de techniciens, pour certains visibles en ville vêtus de t-shirts floqués Agemira. La plupart d'entre eux, de nationalité biélorusse et géorgienne, ont autrefois servi dans les rangs de

l'armée soviétique. Chaque jour, sur le tarmac de l'aéroport international de Goma, ils s'occupent de la remise en état et de la maintenance de deux avions de combat Sukhoi Su-25, acquis en Ukraine au début des années 2010 sous la présidence de Joseph Kabila, et de deux hélicoptères d'attaque Mi-24 de fabrication soviétique.

Ces appareils, pilotés par des Géorgiens employés par les FARDC, ont été utilisés en novembre dernier dans le cadre des frappes aériennes contre les rebelles du M23. Depuis, les Sukhoï se contentent de vols d'entretien à la frontière avec le Rwanda. Ce qui irrite Kigali qui a, pour la seconde fois, dénoncé la violation de son espace aérien par un Su-25 le 28 décembre 2022. Celle-ci a été fermement démentie par le gouvernement congolais.

Les FARDC en quête de Sukhoï

Le contrat obtenu par Agemira RDC était convoité par la société serbe Balkan Novotech, avec qui la RDC était sur le point de conclure. Au dernier moment, Kinshasa a finalement opté pour l'offre d'Olivier Bazin jugée plus conforme aux prix du marché (environ 4 millions de dollars par appareil pris en charge).

Au-delà de la maintenance des aéronefs, Olivier Bazin a été sollicité par les autorités congolaises pour leur fournir des aéronefs supplémentaires. Il est parvenu à acheminer à Goma, en novembre dernier, deux hélicoptères de transport Mi-8, dont manque cruel-

lement l'armée de l'air congolaise. En 2021, les FARDC en ont perdu un, définitivement retenu à Sharjah (AI du 24/11/21). En revanche, Olivier Bazin n'a pour l'instant pas réussi à dénicher des Mi-24 et des Su-25, devenus rares sur le marché.

L'offre du bulgare Metalika AB

Selon nos informations, Bazin s'est un temps intéressé aux appareils que l'armée tchadienne cherche à vendre, finalement jugés trop endommagés. Fin 2022, le sous-chef d'état-major chargé des opérations, le général-major Jérôme Chico Tshitambwe, avait essayé d'acquérir des hélicoptères de combat auprès de la Russie (AI du 27/10/22). Cette tentative s'était soldée par un échec faute de disposer du budget nécessaire et d'un moyen de contourner les sanctions occidentales frappant la Russie.

Alors que le stock de roquettes et de bombes dont disposent les FARDC s'amenuise, Olivier Bazin a tenté de positionner l'entreprise de matériel militaire bulgare Metalika AB, dont il connaît bien les dirigeants – sa société installée à Sofia partage du reste la même adresse. Metalika AB, qui a déjà œuvré sur le continent africain notamment en Côte d'Ivoire au début des années 2000 malgré l'embargo de l'ONU –, a récemment présenté à l'armée congolaise une offre d'armement des aéronefs. Celle-ci est restée sans réponse jusqu'à présent.

Horatiu Potra et ses soldats privés

A Goma, d'autres "Blancs" alimentent la machine à fantômes. Une centaine "d'instructeurs militaires" roumains, pour certains francophones, sont arrivés dès la fin de l'année dernière. Un contingent en provenance de Bucarest a été transporté le 22 décembre 2022 à bord d'un Boeing 737 spécialement affrété auprès de la compagnie aérienne roumaine Hello Jets.

Ces militaires privés logent à l'hôtel Mbiiza, à quelques rues de l'aéroport international de Goma. Ils sont sous les ordres de l'entrepreneur de guerre roumain Horatiu Potra, un ancien légionnaire français reconverti dans les prestations militaires privées. Il a notamment travaillé au Tchad et en Centrafrique, où il a un temps instruit la garde présidentielle d'Ange-Félix Patassé (1993-2003), avant d'être suspecté d'avoir frayé avec des chefs de la rébellion. A la tête de l'Association des Roumains actifs dans la Légion française, il a aussi longtemps officié comme responsable de la sécurité de l'homme d'affaires australo-roumain Frank Timis (AI du 05/12/22).

Formation et défense de Goma

A Goma, où il se trouve actuellement, Horatiu Potra ne se cache pas. En novembre dernier, il s'est affiché sans ambages, kalachnikov à la main, entouré de soldats des FARDC sur

une route des environs de la ville. Certains de leurs éléments ont été déployés en renfort pour sécuriser l'aéroport de Goma, notamment dans la zone où travaillent les techniciens d'Agemira. Plusieurs sources indiquent que les hommes d'Horatiu Potra pourraient défendre Goma en cas d'attaque de la ville.

Contacté par Africa Intelligence sur les liens entre l'armée congolaise et Horatiu Potra, le ministre de la défense Gilbert Kurhaga Kabanda assure ne pas connaître l'individu. *"Je dois m'enquérir de ses activités auprès des services de sécurité"*, ajoute-t-il. Plutôt que d'être mandaté par les FARDC, Potra opère en réalité à travers une société locale. Selon nos informations, celle-ci se nomme Congo Protection et est la propriété de deux Congolais : Bijou Eliya et Patrick Bologna. Entrepreneur et homme politique du Nord-Kivu, Bologna est un ancien proche de Dany Banza, l'ambassadeur itinérant du président, dont il s'est éloigné pour rejoindre

les kabilistes – il est d'ailleurs divorcé de la sœur de l'ex-première dame Olive Kabila. Actif dans les mines (AI du 06/06/17), il est aussi depuis 2017 consul honoraire d'Ukraine à Kinshasa. Tout comme son associé, Bologna a refusé de donner suite aux sollicitations d'AI.

L'arrivée de ces éléments s'est réalisée dans une certaine opacité, y compris hors de vue de la haute hiérarchie de l'armée congolaise. Une frange du renseignement militaire a été tenue à l'écart de ce dispositif, orchestré en partie par Franck Ntumba, le conseiller militaire du chef de l'Etat, Félix Tshisekedi. Egalement tenues dans l'ignorance, les chancelleries occidentales se sont enquis de la situation de manière confidentielle auprès des autorités. Le 30 décembre, la représentante spéciale du secrétaire général des Nations Unies en RDC, Bintou Keita, a abordé le sujet avec le président Tshisekedi. Ce dernier lui a expliqué qu'il s'agissait de "légionnaires" chargés de formation militaire.